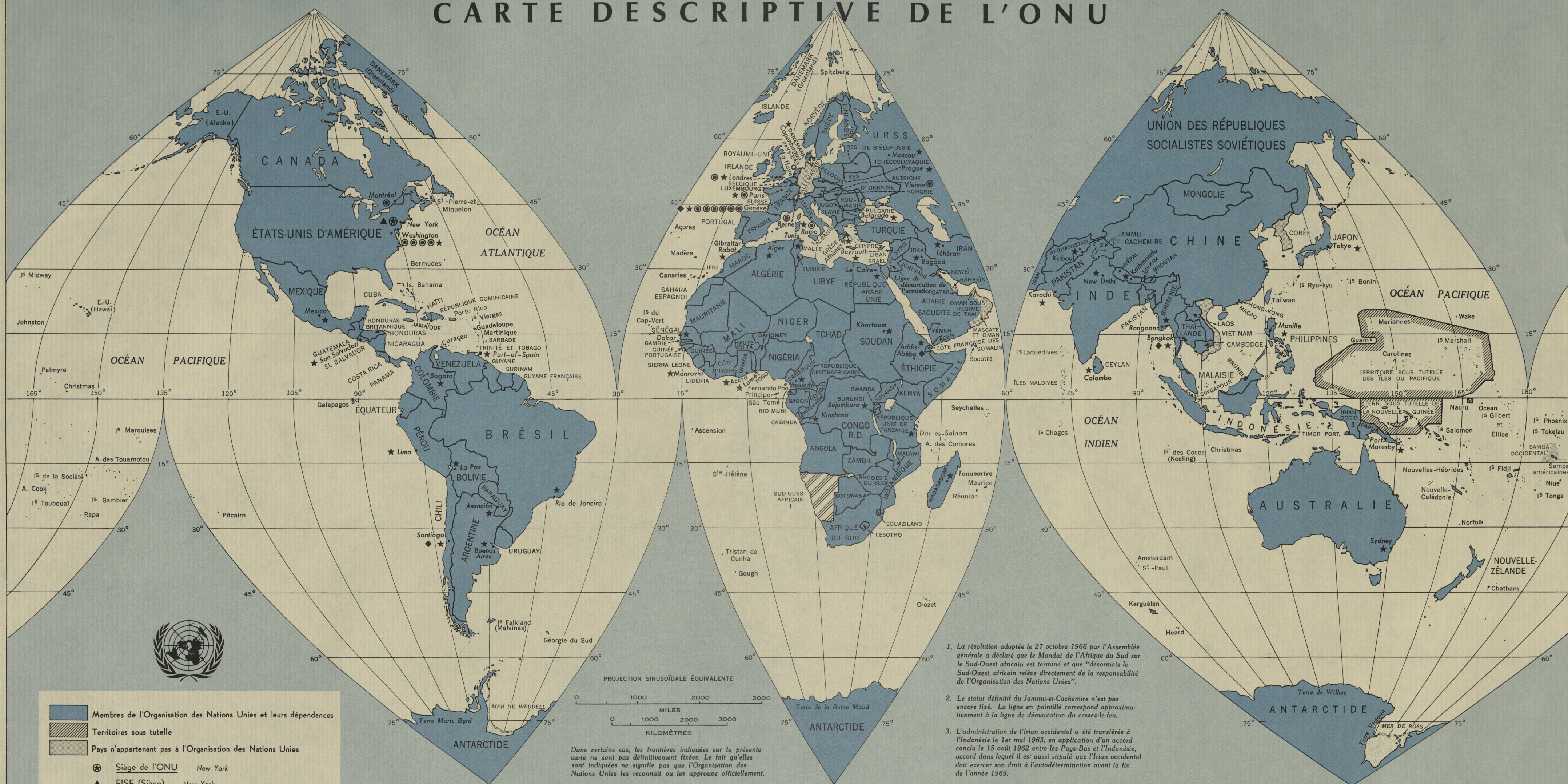


CARTE DESCRIPTIVE DE L'ONU



1. La résolution adoptée le 27 octobre 1966 par l'Assemblée générale a déclaré que le Mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain est terminé et que "désormais le Sud-Ouest africain relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies".
2. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'est pas encore fixé. La ligne en pointillés correspond approximativement à la ligne de démarcation de cessez-le-feu.
3. L'administration de l'Irian occidental a été transférée à l'Indonésie le 1er mai 1963, en application d'un accord conclu le 15 août 1962 entre les Pays-Bas et l'Indonésie, accord dans lequel il est aussi stipulé que l'Irian occidental doit exercer son droit à l'autodétermination avant la fin de l'année 1969.

SUPERFICIE ET POPULATION DES ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Asie et Extrême-Orient					Europe					Amérique latine et Caraïbes					Afrique				
Nom du pays	Superficie totale (kilomètres carrés)	Population Dernière estimation officielle	Date d'admission à l'ONU		Nom du pays	Superficie totale (kilomètres carrés)	Population Dernière estimation officielle	Date d'admission à l'ONU		Nom du pays	Superficie totale (kilomètres carrés)	Population Dernière estimation officielle	Date d'admission à l'ONU		Nom du pays	Superficie totale (kilomètres carrés)	Population Dernière estimation officielle	Date d'admission à l'ONU	
Afghanistan	647 497	15 351 519	19 nov. 1946		Costa Rica	50 700	1 496 061	2 nov. 1945		Iran	1 648 000	23 428 211	24 oct. 1945		Niger	1 267 000	3 433 000	20 sept. 1960	
Afrique du Sud	1 221 037	18 296 000	7 nov. 1945		Côte d'Ivoire	322 463	3 750 000	20 sept. 1960		Irlande	70 280	2 880 752	14 déc. 1955		Nigéria	923 768	56 400 000	7 oct. 1960	
Albanie	28 748	1 890 000	14 déc. 1955		Cuba	114 524	7 832 700	24 oct. 1945		Islande	103 000	192 304	19 nov. 1946		Singapour	581	1 913 500	21 sept. 1965	
Algérie	2 381 741	12 101 994	8 oct. 1962		Dahomey	112 622	2 415 000	20 sept. 1960		Israël	20 700	2 636 300	11 mai 1949		Somalie	637 657	2 500 000	24 oct. 1945	
Arabie Saoudite	2 253 300	6 036 400	24 oct. 1945		Danemark	43 043	4 758 125	24 oct. 1945		Italie	301 225	51 945 000	14 déc. 1955		Soudan	2 505 813	14 150 000	12 nov. 1956	
Argentine	2 776 656	22 691 000	24 oct. 1945		El Salvador	21 393	3 036 536	24 oct. 1945		Jamaïque	10 962	1 843 298	18 sept. 1962		Suède	449 793	7 844 000	19 nov. 1946	
Australie	7 686 810	11 544 691	1er nov. 1945		Equateur	283 561	5 340 813	21 déc. 1945		Japan	369 661	99 056 326	18 déc. 1956		Syrie	185 180	5 634 263	24 oct. 1945	
Autriche	83 849	7 272 700	14 déc. 1955		Espagne	504 750	32 005 210	14 déc. 1955		Jordanie	97 740	2 016 618	14 déc. 1955		Tchad	1 284 000	3 360 600	20 sept. 1960	
Belgique	30 513	9 499 234	27 déc. 1945		Etats-Unis d'Amérique	9 362 353	197 807 000	24 oct. 1945		Kenya	582 641	9 643 000	16 déc. 1963		Tchécoslovaquie	127 869	14 240 000	24 oct. 1945	
Barbade	430	244 962	9 déc. 1966		Ethiopie	1 221 900	23 000 000	13 nov. 1945		Koweït	16 400	467 339	14 mai 1963		Pérou	1 285 215	12 011 500	31 oct. 1945	
Bolivie	369 033	25 246 000	19 nov. 1948		Finlande	137 009	4 649 000	14 déc. 1955		Loos	236 800	1 882 403	14 déc. 1955		Philippines	300 000	33 477 000	24 oct. 1945	
Botswana	569 581	374 000	17 oct. 1966		France	547 026	49 570 000	24 oct. 1945		Lesotho	30 344	859 058	17 oct. 1966		Pologne	312 520	31 765 300	24 oct. 1945	
Brésil	8 511 965	84 679 000	24 oct. 1945		Gabon	267 667	468 000	20 sept. 1960		Liban	10 400	2 366 386	24 oct. 1945		Portugal	91 971	9 228 000	14 déc. 1955	
Bulgarie	110 912	8 229 500	14 déc. 1955		Gambie	11 295	336 000	21 sept. 1965		Liberia	111 369	1 083 073	2 nov. 1945		République arabe unie	1 000 000	29 400 000	24 oct. 1945	
Burundi	27 834	3 210 000	18 sept. 1962		Ghana	238 537	7 740 000	8 mars 1957		Libye	1 759 540	1 681 730	14 déc. 1955		République centrafricaine	622 984	1 352 000	20 sept. 1960	
Cambodge	181 035	6 250 000	14 déc. 1955		Grèce	131 944	8 550 000	25 oct. 1945		Luxembourg	2 586	337 000	24 oct. 1945		République dominicaine	48 734	3 749 672	24 oct. 1945	
Cameroon	475 442	5 229 000	20 sept. 1960		Guatemala	108 889	4 645 841	21 nov. 1945		Madagascar	587 041	6 420 000	20 sept. 1960		République socialiste soviétique	207 600	8 633 000	24 oct. 1945	
Canada	9 976 177	19 919 000	9 nov. 1945		Guinée	245 857	3 500 000	12 déc. 1958		Malaisie	332 632	9 403 350	17 sept. 1957		République socialiste soviétique de Biélorussie	207 600	8 633 000	24 oct. 1945	
Ceylan	65 610	11 232 000	14 déc. 1955		Guyane	214 969	646 371	20 sept. 1966		Malawi	119 310	4 042 412	1er déc. 1964		République socialiste soviétique d'Ukraine	601 000	45 516 000	24 oct. 1945	
Chili	756 945	8 567 000	24 oct. 1945		Haïti	27 750	4 485 000	24 oct. 1945		Malte	316	317 465	1er déc. 1964		Tanzanie	939 701	9 927 170	14 déc. 1961	
Chine	9 596 961	656 220 250	24 oct. 1945		Honduras	112 088	2 362 817	17 déc. 1945		Maroc	445 050	13 323 000	12 nov. 1956		Roumanie	237 500	19 105 000	14 déc. 1955	
Cyprus	9 251	604 000	20 sept. 1960		Hongrie	93 030	10 194 000	14 déc. 1955		Mauritanie	1 030 700	1 050 000	27 oct. 1961		Royaume-Uni	244 030	55 039 000	24 oct. 1945	
Colombie	1 138 338	18 067 667	5 nov. 1945		Inde	3 044 736 ^a	471 624 100 ^a	30 oct. 1945		Mexique	1 972 516	44 145 000	7 nov. 1945		Rwanda	26 338	3 018 216	18 sept. 1962	
Congo (Brazzaville)	342 000	826 210	20 sept. 1960		Indonésie	1 491 564	100 045 000	28 sept. 1950		Mongolie	1 565 000	1 120 700	27 oct. 1961						
Congo (République démocratique du)	2 345 409	16 166 916	20 sept. 1960		Irak	448 742	8 261 527	21 déc. 1945		Népal	140 797	10 100 000	14 déc. 1955						

NOTES SUR L'ORGANISATION DANS LES ÉCOLES ET LES COLLECTIVITÉS DE MANIFESTATIONS EN L'HONNEUR DES NATIONS UNIES



Chaque année, dans le monde entier, un grand nombre d'écoles et de collectivités célèbrent la Journée des Nations Unies ou la Semaine des Nations Unies. Ces manifestations prennent tout leur sens lorsqu'elles s'intègrent dans un programme suivi d'études sur les buts et l'action de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées.

Cette année, les programmes d'études sur les activités économiques, sociales et humanitaires des Nations Unies et des institutions spécialisées feront l'objet d'une attention toute particulière. L'importance et la diversité de ces activités sont ébauchées dans les paragraphes qui suivent. Informations supplémentaires et documentation (fascicules, films et suggestions pour un programme d'études pratiques) peuvent être obtenues auprès des comités locaux pour la Journée des Nations Unies, des centres d'information de l'ONU, des bureaux régionaux ainsi que du siège de l'ONU et des institutions spécialisées.

□ **Droits de l'homme:** Un des buts de l'ONU, incorporé dans la Charte, est de réaliser la coopération internationale en vue d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. La Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU et célébrée chaque année par la Journée des droits de l'homme, énumère les buts à atteindre; outre le fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme a influencé les législations nationales, plusieurs de ses principes ont été amplifiés par des conventions internationales ayant trait aux droits politiques de la femme (1952), à la liberté d'information (1962) et à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965). En décembre dernier, l'Assemblée générale a adopté trois documents d'importance capitale: le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, le pacte sur les droits civils et politiques et un protocole facultatif rattaché à ce dernier qui traite des réclamations de particuliers. Ces documents auront force de traités pour les gouvernements qui les auront ratifiés. Afin de souligner la nécessité d'intensifier les efforts des gouvernements et des peuples pour assurer le respect des droits de l'homme dans le monde, l'Assemblée générale a désigné 1968 comme l'Année internationale des droits de l'homme.

□ **Développement:** Les deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où la faim, la maladie et la pauvreté sont une réalité journalière. C'est par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) que l'ONU concentre ses efforts pour aider ces pays à parvenir à un niveau de vie meilleur. Le PNUD et la famille des Nations Unies travaillent en coopération avec les gouvernements, à la demande de ces derniers, en vue de la mise en œuvre de projets de préinvestissement et d'assistance technique de première priorité. Au début de 1967 des projets d'une valeur totale de plus de 1 milliard 600 millions de dollars étaient en cours d'opération, la participation du PNUD représentant 42 p. 100 du total investi et les gouvernements assumant le reste.

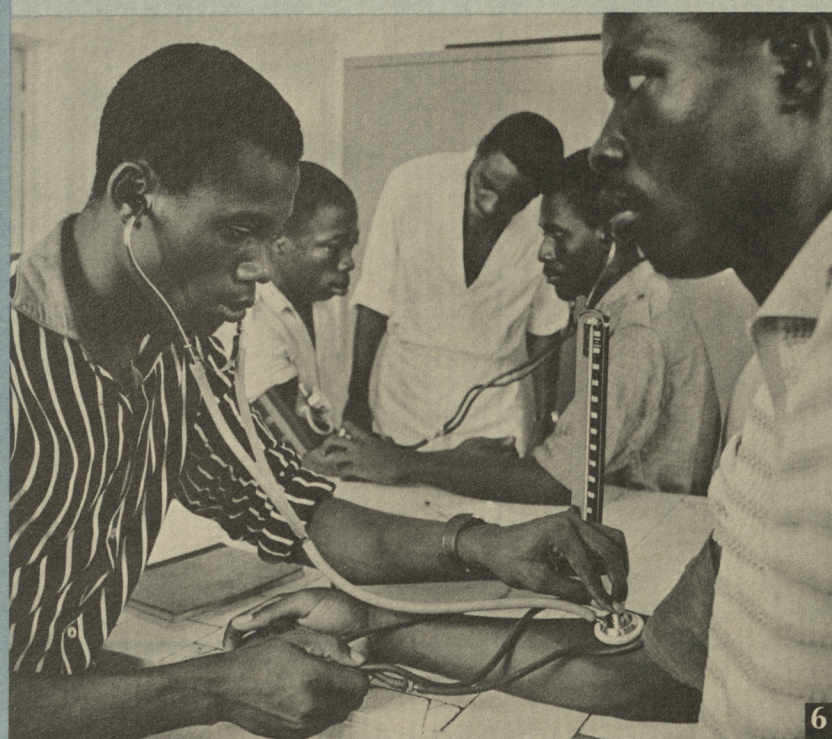
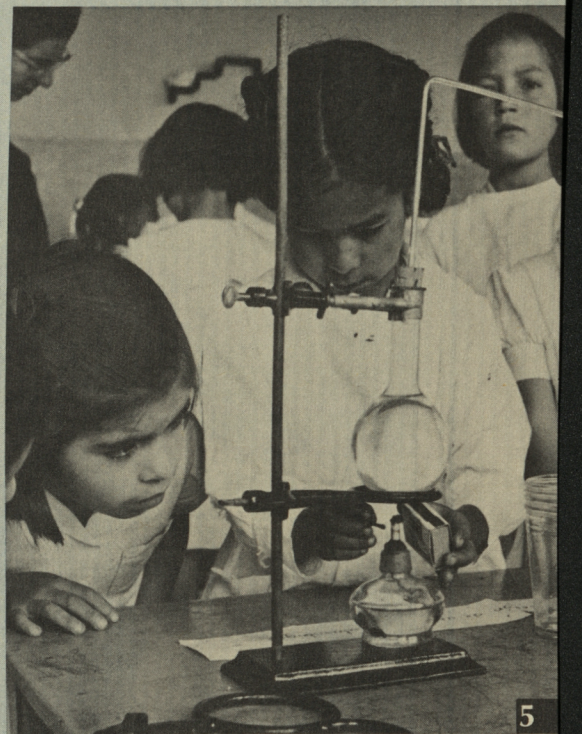
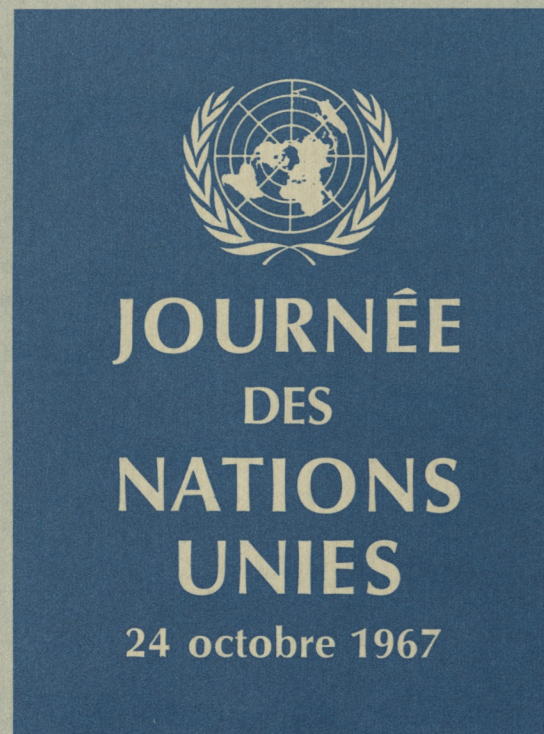
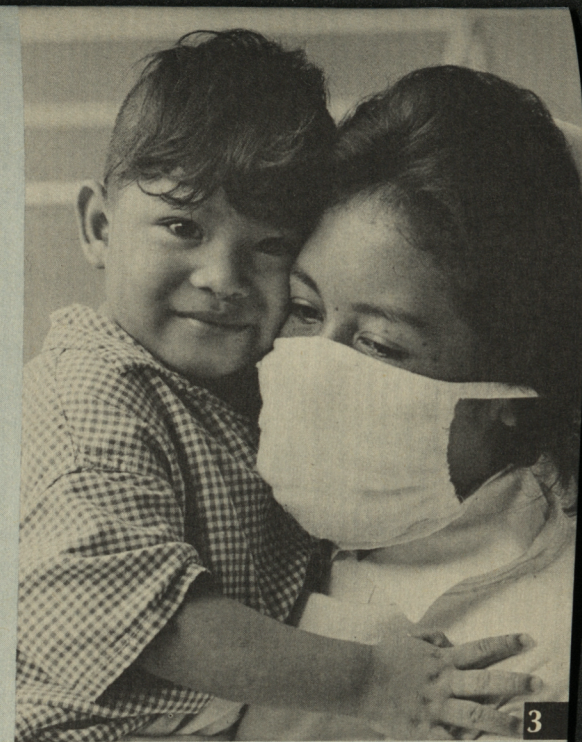
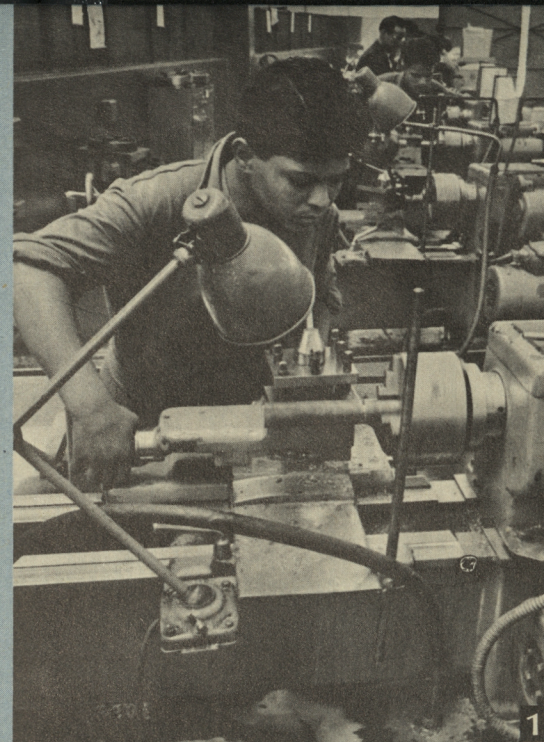
□ **Campagne contre la faim:** Dans le cadre de la Campagne contre la faim déclenchée en 1960 par la FAO, un Appel à la jeunesse du monde a été lancé en 1965, demandant aux jeunes de se joindre à la lutte contre la faim. La réponse a été enthousiaste. En Nouvelle-Zélande, par exemple, des milliers de jeunes ont participé à une collecte atteignant près d'un million de dollars. Dans l'ouest du Bengale, de jeunes fermiers, en coopération avec le Ministère de l'agriculture, ont fait une série de démonstrations sur l'utilisation des engrais et ont organisé un centre de collecte d'outils agricoles, de semences, d'insecticides et d'engrais qui seront mis à la disposition des projets de l'Appel. Au Chili, 60 000 jeunes contribuent au programme national de reboisement. Au Ghana, dans le cadre des projets de l'Appel, le jardinage, l'apiculture, l'élevage des lapins et la pisciculture font l'objet de soins attentifs. Pour tous renseignements complémentaires ou pour des idées de projets, écrivez à votre Comité national de la Campagne contre la faim ou au bureau de la FAO le plus proche.

□ **Industrialisation:** L'industrialisation est aujourd'hui un des éléments essentiels de la prospérité. La tâche de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui a commencé à fonctionner en 1967, a pour but d'aider les pays du tiers monde à mettre sur pied des industries viables économiquement. La première conférence internationale sur l'industrialisation, organisée par l'ONUDI, se réunira à Athènes en 1967, sous le nom de Colloque international sur le développement industriel.

□ **Alphabétisation:** Aujourd'hui, deux adultes sur cinq dans le monde ne savent ni lire ni écrire. Un effort important a été entrepris par l'UNESCO en vue d'aider ses membres dans la lutte contre l'analphabétisme. Cette année, par exemple, une campagne d'alphabétisation à grande échelle a été lancée par l'UNESCO dans 8 pays. Pour le fermier iranien, apprendre à lire c'est la possibilité d'améliorer le rendement de sa récolte; pour l'ouvrier en chômage en Equateur, c'est la clef ouvrant la porte à de nouvelles possibilités professionnelles; pour la ménagère au Mali, c'est un moyen d'échanger avec d'autres ce qu'elle a déjà appris. Comme l'a déclaré le Directeur général de l'UNESCO: "Au moment où la science nous ouvre la route des astres, il est inadmissible que les deux cinquièmes de l'humanité restent prisonniers des ténèbres ancestrales..." Vous pouvez aussi contribuer aux efforts de l'UNESCO en achetant des bons d'entraide. Pour plus de détails, écrire à: UNESCO, Bureau des bons d'entraide, Place de Fontenoy, Paris (7^e), France.

Rubriques des photos:

1. Formation professionnelle dans l'industrie, avec l'aide de l'OIT (RAU) / 2. Le siège de l'ONU à New York / 3. En coopération avec le FISE, l'OMS et la FAO, l'Institut de nutrition cherche à améliorer la nutrition des enfants / 4. Chez les Indiens des Andes, amélioration de l'agriculture avec l'aide de la FAO / 5. En Equateur, une école primaire reçoit l'aide de l'UNESCO / 6. Au Gabon, l'OMS aide à la formation de spécialistes médicaux / 7. Tourisme culturel: l'Acropole, Athènes.





Cette année a été désignée par les Nations Unies comme l'Année internationale du tourisme. Le 4 novembre 1966 l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution invitant les Etats Membres et les organisations qui s'occupent de voyages à encourager le tourisme international, particulièrement dans les pays en voie de développement.

L'Assemblée a proclamé que le tourisme favorise une meilleure compréhension entre les peuples du monde entier, les rend conscients du riche patrimoine des diverses civilisations et amène une meilleure appréciation des valeurs propres aux différentes cultures, participant ainsi au renforcement de la paix dans le monde. Le tourisme peut aussi apporter une contribution vitale à la croissance économique des pays en voie de développement.

Près de 13 milliards de dollars ont été dépensés en 1966 par des touristes étrangers, sans compter les frais de transport. Certains pays parviennent à équilibrer leur balance des paiements internationaux au moyen du tourisme. Toutefois, les pays en voie de développement ne reçoivent qu'environ 10 pour cent de touristes étrangers et à peu près 20 pour cent des revenus totaux du tourisme international.

Tenant compte de cette situation et répondant à la demande de gouvernements, les Nations Unies ont redoublé leur aide aux pays en voie de développement tant en ce qui concerne l'organisation du tourisme que l'établissement de facilités touristiques. En 1966, l'ONU a envoyé 23 experts en tourisme dans 13 pays différents; d'autres projets sont encore en formation.

D'autres organismes de l'ONU coopèrent également à la promotion du tourisme. Par exemple, un projet de 6 700 000 dollars est en cours de développement au Kenya avec l'aide de la Société financière internationale (SFI) afin de promouvoir l'industrie touristique. Celle-ci occupe le deuxième rang, après l'exportation du café, comme source d'acquisition de devises étrangères. Depuis 1957 le Bureau international du Travail (BIT) a fourni l'assistance technique nécessaire pour la formation professionnelle dans le domaine de l'hôtellerie et d'autres métiers en rapport avec le tourisme. Jusqu'à présent, des experts ont été envoyés dans 23 pays.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a suggéré que les pays centralisent leurs programmes d'expansion touristique autour de leurs monuments et lieux historiques ainsi que de leurs œuvres d'art. L'UNESCO étudie ce problème depuis 1964 et, en réponse à la demande de gouvernements, a établi des projets conjoints pour la protection des monuments et le développement du tourisme. Elle vient en aide à de nombreux pays qui en font la demande, notamment le Pérou, la Turquie et l'Iran.

L'attention des étudiants et des professeurs est attirée sur le numéro spécial du *Courrier de l'Unesco* (décembre 1966) intitulé "Tourisme culturel"; il est illustré de photographies en couleur montrant quelques-uns des nombreux trésors artistiques et d'architecture du monde qui attendent la visite du voyageur averti.

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (FISE)



Neuf cents millions d'enfants vivent dans les régions du monde en voie de développement. Parmi ces enfants, un sur deux ne recevra pas d'éducation scolaire, un sur quatre ne recevra jamais de soins médicaux lors de sa naissance ou même plus tard. L'enfant moyen devra travailler pour gagner sa vie lorsqu'il aura atteint l'âge de 12 ans et il vivra en moyenne jusqu'à 40 ans.

C'est là une réalité désolante à laquelle le Fonds des Nations Unies pour l'enfance doit faire face. Dans 120 pays le FISE affronte ces réalités avec médicaments, équipement médical, jeeps et bicyclettes pour les employés de la santé publique et des développements communautaires, équipement scientifique pour écoles modèles, outillage pour la formation professionnelle, tuyauterie et pompes pour le système sanitaire des villages, indemnités pour payer la formation des professeurs. Le FISE a équipé plus de 33 000 centres sanitaires desservant environ 100 millions de personnes. Les médicaments du FISE ont été employés à traiter plus de deux millions de cas de lèpre, 8 millions de cas de conjonctivite, 22 millions de cas de trachome. Grâce à l'aide du FISE, 103 millions de personnes ont été examinées dans la lutte contre le pian et 43 millions ont été traitées; plus de 200 millions ont été vaccinées contre la tuberculose. Plus de 200 laiteries ont été équipées par le FISE. Cet organisme a également contribué à l'équipement de plus de 6 500 écoles primaires.

En décembre prochain, le FISE aura 21 ans d'existence. Créé dans le but de fournir une aide urgente aux enfants des pays d'Europe ravagés par la guerre, cet organisme s'est vu attribuer plus tard la tâche de venir en aide aux enfants des pays en voie de développement qui vivent dans une ambiance de maladie, de faim, d'ignorance et de pauvreté. Cependant, les moyens à la disposition du FISE sont bien limités lorsqu'on les compare avec les besoins des enfants — un budget annuel d'environ 35 millions de dollars. De ce montant, les trois quarts environ proviennent de contributions volontaires faites par les gouvernements et le reste provient de donations privées et de la vente de cartes de vœux.

En 1965, le Prix Nobel de la paix a été octroyé au FISE. A la vingt et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général U Thant a souligné qu'il existe un lien des plus étroits entre les devoirs des Nations Unies de créer les conditions voulues pour assurer la paix entre les nations et la mission du FISE envers les enfants. U Thant a encore déclaré: "Cette tâche d'édification de la paix, les enfants eux-mêmes peuvent en être les architectes: leur réceptivité et leur fraîcheur d'âme leur permettent d'apporter une contribution décisive à la cause de la compréhension entre tous les peuples du monde. C'est le sentiment de la fraternité universelle ressenti d'abord par l'enfant qui peut amener l'homme à envisager la création d'une communauté universelle pacifique."

Message du Secrétaire général à l'intention de la jeunesse

Nous vivons à une époque où l'homme non seulement fait le tour du globe en quelques minutes, mais cherche littéralement à atteindre la lune et les étoiles. Qui plus est, le monde connaîtra, de votre vivant, des changements que nous ne pouvons même pas soupçonner aujourd'hui.

La science et la technique, qui nous ont donné des armes nucléaires capables d'anéantir l'humanité tout entière, nous promettent maintenant l'abondance et la prospérité universelles. L'homme est aujourd'hui capable d'exploiter nos fleuves, d'améliorer notre agriculture, de développer nos industries, d'offrir à ses frères des logements convenables et d'accroître le bien-être matériel et social de toute sa race.

Pourtant, en dépit des réalisations de la science, il est extraordinaire de constater que les espoirs inassouvis de millions d'êtres humains, dans les pays récemment indépendants et moins favorisés, sont plus grands que jamais. Ces nouvelles nations, soucieuses de parvenir à l'égalité économique et sociale, sont résolues à empêcher qu'une forme de colonialisme soit remplacée par une autre.

Nous devons reconnaître que, si les vastes ressources et la masse de connaissances techniques qui nous ont permis de pénétrer dans l'espace extra-atmosphérique ne sont pas pleinement utilisées pour assurer à chacun une vie meilleure, le sort de l'humanité sera gravement menacé.

Par quels moyens réussirons-nous donc à surmonter toutes ces difficultés, à éliminer tous ces risques et à tirer parti de toutes ces possibilités qui s'offrent à nous?

L'humanité a déjà dans l'Organisation des Nations Unies un instrument d'évolution pacifique. L'Organisation s'efforce en effet d'orienter vers une action pacifique les énergies bouillonnantes de cette ère de changements et d'empêcher les conflits inhérents des nations d'atteindre le point d'explosion.

La paix n'est pas l'effet du hasard. Elle doit être édifée par les efforts des peuples de toutes les nations, grandes et petites, œuvrant ensemble pour faire disparaître les causes de guerre, promouvoir le développement économique et social, réduire l'écart entre pays riches et pays pauvres et établir les fondements d'une paix durable. Je suis convaincu que les efforts que font l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui lui sont rattachés pour édifier la paix — lorsqu'ils aident, par exemple, à construire des barrages, à produire des denrées alimentaires, à lutter contre la maladie et contre la faim ou à enseigner à lire et à écrire — sont tout aussi importants pour la paix que les activités de maintien de la paix qu'entreprend l'ONU.

Un autre problème vital qui préoccupe au plus haut point tous ceux d'entre nous qui souhaitent des changements pacifiques est l'élimination de la discrimination raciale partout où celle-ci subsiste encore. Cette animosité raciale, en d'autres termes cette animosité provoquée par les différences de couleur de l'épiderme, est sans doute l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur de nombreuses régions du monde en cette seconde moitié du vingtième siècle.

La véritable tâche qui s'impose à nous est d'édifier la paix dans l'esprit des hommes. Pour que nous puissions réussir dans cette entreprise, il faut que vous — jeunes gens et jeunes filles de votre pays — ayez l'esprit indépendant, objectif et inquisiteur. Il arrive fort souvent, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, que se pose dans un pays ou même dans une collectivité un problème jugé vital pour sa sécurité ou sa prospérité et que s'exercent des pressions qui rendent plus impérieux encore que les gens ne se laissent pas aller aux préjugés ou à l'intolérance.

Dans le monde d'aujourd'hui, il importe plus que jamais que nous nous attachions à souligner les intérêts qui nous unissent et que nous nous gardions d'exagérer les problèmes qui nous divisent, quelles que soient l'ampleur des problèmes et l'acuité des divisions.

C'est pourquoi la Charte des Nations Unies impose à tous les êtres humains le devoir inéluctable de pratiquer la tolérance et de vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage.

Je nourris l'espoir que dans un avenir prochain nous réussirons à être tous imbus de cet esprit de tolérance, de ce désir de laisser chacun vivre comme il l'entend et de cette compréhension du point de vue des autres. Je vous le dis à vous — jeunes d'une nouvelle génération — c'est là l'une des clefs de la solution des problèmes urgents de notre époque.

Le Secrétaire général,
U THANT